

29 juin 1937

L'ADMINISTRATION LIBANAISE

Jamais l'Administration libanaise n'avait paru, dans son ensemble, aussi rouillée, aussi inerte, aussi inadministrée qu'aujourd'hui. Jamais, même sous les gouvernements les plus « fainéants », les services de l'Etat n'avaient donné, en général, des signes si évidents de délabrement et d'abandon. La notion même de Service Public se déforme ou disparaît.

Nous ne sommes malheureusement pas les seuls – ni les premiers – à en faire la pénible constatation. De tous côtés, des plaintes, des protestations affluent en ce sens : de l'incurie ainsi généralisée, ce ne sont pas les exemples qui nous manquent. Bien au contraire, il n'y en a que trop.

Il serait toutefois injuste, pensons-nous, d'imputer aux fonctionnaires la responsabilité de ce déplorable état de choses. Quand on les aura chargés en effet, de toutes les fautes et de tous les péchés, on n'aura pas avancé d'un pas.

Les fonctionnaires font ce qu'ils peuvent. Mais aussi il leur faut, pour faire davantage et pour remplir pleinement leur tâche, d'autres directives, une autre atmosphère morale, et surtout les indispensables garanties de sécurité et de stabilité.

L'anarchie qui se manifeste dans les Services de l'Etat n'est que l'un des aspects – et non des moindres d'ailleurs – de l'anarchie régnante. Un changement de personnel administratif n'y ferait rien, à moins qu'il n'aggrave le mal au lieu de le guérir. C'est un changement de mentalité, qu'il faudrait et aussi, nous dirions un changement de méthode, s'il y avait pour commencer une méthode.

La réforme qui s'impose, en ce domaine comme en tous les autres, est d'abord d'ordre moral et politique.

On se demande si, avec les hommes actuellement au pouvoir, une telle réforme est possible.